

Microcrédit, un coup de pouce pour l'avenir

Né dans les années 70 au Bangladesh, le microcrédit permet à des personnes exclues du système bancaire d'accéder à des financements originaux qui débloquent bien souvent des situations difficiles. La ville de Gardanne, grâce à un large partenariat, vient de le rendre accessible pour ses citoyens en difficultés.

Un microcrédit à vocation sociale pour aider des personnes exclues du système bancaire traditionnel ou qui ne peuvent bénéficier de prêts classiques pour financer un projet vient d'être mis en place à Gardanne, grâce notamment au CCAS (Centre communal d'action sociale) et Créa-Sol, une institution financière partenaire de la Caisse d'épargne.

La signature d'une convention entre la Ville de Gardanne, le CCAS et Créa-Sol formalisant la mise en place de ce nouvel outil dans la lutte contre l'exclusion s'est déroulée le vendredi 24 juin en mairie en présence de nombreux élus, partenaires et travailleurs sociaux.

A cette occasion, le maire Roger Meï a exprimé « sa grande fierté que de procéder à la signature d'une telle convention car elle s'inscrit pleinement dans notre démarche de faire exister sur la ville la solidarité au quotidien. Cette initiative est un vrai coup de pouce pour débloquent certaines situations. »

Car l'idée majeure de ce dispositif est bien là : prévenir le surendettement en octroyant sous certaines conditions un financement à un taux d'emprunt particulièrement faible, évitant ainsi le recours à des solutions de financement souvent abusives comme les crédits à la consommation.

Ceux-ci, qui ne sont pas très regardants sur la situation personnelle de l'emprunteur, sont extrêmement chers et le plongent souvent dans des situations de surendettement. Le microcrédit permet dans bien des cas de réaliser un projet personnel, souvent à vocation professionnelle, et devient

alors un véritable levier d'insertion sociale et professionnelle pour les personnes en difficultés.

« Le microcrédit peut aider à améliorer la situation d'une personne, à accéder à un emploi ou à une formation en lui permettant de financer par exemple l'achat d'un véhicule, souligne Frédéric N'Guyen, directeur de Créa-Sol. Il doit permettre à son issue une évolution positive de la situation personnelle du bénéficiaire et surtout ne pas ajouter une difficulté supplémentaire. Nous sommes vigilants tant sur la pertinence du projet que sur la capacité à rembourser le prêt. »

Il s'adresse aux particuliers mais aussi à des porteurs de projets qui veulent créer leur emploi, leur entreprise. Le public susceptible de bénéficier du microcrédit social peut être une personne demandeuse d'emploi ou ayant un statut précaire (CDD, intérim...), un allocataire de minima sociaux, une personne devant affronter un accident de la vie ou encore une personne en difficultés bancaires sous certaines conditions comme ne pas être surendettée.

« Ce dispositif permet de lutter quelque part contre l'exclusion bancaire en favorisant un retour de confiance entre l'emprunteur et la banque, aux plus fragiles de se projeter à nouveau dans l'avenir, de retrouver autonomie et confiance, détaille Jean-Brice Garella, élu à la solidarité. C'est une petite aide qui peut intervenir au bon moment, avant que la personne ne se retrouve totalement exclue. Nous pouvons être fiers que Gardanne soit l'une des premières communes à s'impliquer dans cette démarche. »

En effet, si l'idée du microcrédit est née dans les années 70 au Bangladesh à l'initiative de Muhammad Yunus, un économiste et entrepreneur bangladais, prix Nobel de la Paix en 2006 qui a fondé la première institution du microcrédit (la Grameen Bank), elle commence tout juste à faire son chemin parmi les institutions de notre pays.

Le Fonds de cohésion sociale a été créé par une loi de 2005 pour lutter contre l'exclusion du crédit bancaire classique en encourageant le développement du microcrédit personnel. Seuls 1200 crédits sont en moyenne accordés chaque année sur le territoire national, alors qu'un grand nombre de personnes sont fragilisées et connaissent la précarité.

Un chiffre à mettre en perspective avec les 600 000 ménages exclus en 2009 du crédit bancaire et les 700 000 dossiers de surendettement qui sont actuellement en cours. *« Nous ne pouvons refuser un crédit traditionnel*

demandé sans proposer une autre réponse, d'où la création de notre organisme qui n'est pas une banque au sens propre du terme, explique le représentant de Créa-Sol. »

La constitution du dossier et son suivi seront réalisés au CCAS par une conseillère en économie solidaire et familiale. Elle assurera une permanence tous les jeudis pour accueillir les personnes, évaluer leur projet et leur offrir un accompagnement personnalisé.

Lire l'article [Le Microcrédit social, mode d'emploi](#)